

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
8 août 2022
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-seizième session
Points 35 a) et 67 de l'ordre du jour

Conseil de sécurité
Soixante-septième année

Prévention des conflits armés

**La situation dans les territoires ukrainiens
temporairement occupés**

**Lettre datée du 8 août 2022, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de l'Ukraine
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de l'appel lancé par la Verkhovna Rada d'Ukraine à l'Organisation des Nations Unies, à la Commission européenne, au Parlement européen, au Conseil de l'Europe, à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et à leurs assemblées parlementaires, ainsi qu'aux gouvernements et parlements étrangers, au sujet de la non-reconnaissance des préparatifs de pseudo-référendums organisés par les administrations d'occupation de la Fédération de Russie dans les territoires ukrainiens temporairement occupés, adoptée par la Verkhovna Rada d'Ukraine le 29 juillet 2022 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 35 a) et 67 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Sergiy Kyslytsya



**Annexe à la lettre datée du 8 août 2022 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Appel lancé par la Verkhovna Rada (Parlement ukrainien)
à l'Organisation des Nations Unies, à la Commission européenne,
au Parlement européen, au Conseil de l'Europe, à l'Organisation
pour la sécurité et la coopération en Europe et à leurs assemblées
parlementaires, ainsi qu'aux gouvernements et parlements
étrangers, au sujet de la non-reconnaissance des préparatifs
de pseudo-référendums organisés par les administrations
d'occupation de la Fédération de Russie dans les territoires
ukrainiens temporairement occupés**

L'agression armée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine, qui perdure depuis 2014, est devenue une invasion armée à grande échelle des forces armées russes en Ukraine depuis le 24 février 2022. Depuis qu'il occupe certains territoires de l'Ukraine, l'État agresseur cherche désormais à modifier leur statut juridique en organisant des pseudo-référendums, violant ainsi grossièrement les principes fondamentaux et les normes universellement reconnues du droit international, en premier lieu celles qui prévoient le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine et de l'inviolabilité de ses frontières.

Selon de nombreux reportages de médias ukrainiens et étrangers, les autorités de la Fédération de Russie, leurs fonctionnaires, les administrations de la Puissance occupante ont l'intention d'organiser des pseudo-référendums dans les territoires temporairement occupés de l'Ukraine, dans le dessein de modifier leur statut juridique et de les annexer ensuite à la Fédération de Russie.

À cet égard, la Verkhovna Rada d'Ukraine souligne que l'organisation et la conduite d'une mascarade d'« expression de la volonté du peuple » dans les territoires temporairement occupés de l'Ukraine est contraire aux principes établis de l'ordre juridique international ainsi qu'aux articles 1, 2, 73, 85, 92, 132, 133 de la Constitution de l'Ukraine, selon lesquels :

- l'Ukraine est un État souverain et indépendant, démocratique, social et fondé sur le droit ;
- la souveraineté de l'Ukraine s'étend sur l'ensemble de son territoire. L'Ukraine est un État unitaire. Le territoire de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières actuelles est indivisible et inviolable ;
- les questions de modification du territoire de l'Ukraine sont réglées exclusivement par référendum panukrainien ;
- l'organisation d'un référendum panukrainien sur la question de la modification du territoire de l'Ukraine relève de l'autorité de la Verkhovna Rada d'Ukraine ;
- l'organisation d'élections et de référendums et les procédures y applicables sont déterminées exclusivement par les lois de l'Ukraine ;
- la structure territoriale de l'Ukraine est fondée sur les principes de l'unité et de l'intégrité du territoire de l'État, de la combinaison de la centralisation et de la décentralisation dans l'exercice du pouvoir d'État, et de l'équilibre du développement socioéconomique des régions qui tient compte de leurs caractéristiques historiques, économiques, écologiques, géographiques et démographiques, ainsi que de leurs traditions ethniques et culturelles ;

- le système de division administrative et territoriale de l'Ukraine est composé de la République autonome de Crimée, des régions (oblasts), des départements, des villes, des arrondissements des villes, des communes et des villages.

La Verkhovna Rada d'Ukraine condamne fermement toute tentative des administrations d'occupation de l'État agresseur – la Fédération de Russie – d'organiser et de tenir des pseudo-référendums dans les territoires temporairement occupés d'Ukraine. Dans l'éventualité de leur tenue, la Verkhovna Rada d'Ukraine considérera les résultats de ces votes illégaux comme nuls et nonavenus et n'ayant aucune conséquence juridique.

La Verkhovna Rada d'Ukraine s'adresse à l'Organisation des Nations Unies, à la Commission européenne, au Parlement européen, au Conseil de l'Europe, à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et à leurs assemblées parlementaires, aux gouvernements et aux parlements des pays du monde et les exhorte à :

- unir les efforts de la communauté internationale pour garantir l'intégrité et l'inviolabilité du territoire de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues ;
- utiliser tous les moyens nécessaires pour mettre en garde l'État agresseur – la Fédération de Russie – et ses principaux dirigeants politiques contre l'organisation et la tenue de pseudo-référendums dans les territoires temporairement occupés de l'Ukraine, qui n'auraient aucune conséquence juridique ;
- ne reconnaître la légitimité d'aucune forme d'« expression de la volonté du peuple » si une procédure venait à être organisée et conduite à ce titre dans les territoires temporairement occupés de l'Ukraine ;
- durcir la pression politique et économique internationale exercée sur la Fédération de Russie, État qui soutient le terrorisme, dans le but de mettre fin à son agression armée contre l'Ukraine et de rétablir l'intégrité territoriale de l'Ukraine ;
- faciliter les poursuites pénales à l'encontre des personnes qui ont : pris une part active à l'organisation et à la conduite de référendums ou autres actes politiques illégaux dans les territoires ukrainiens occupés par la Fédération de Russie ; publiquement appelé à leur tenue ; mené des activités d'information et autres en coopération avec l'État agresseur ou ses administrations d'occupation dans le but de soutenir l'État agresseur, son administration d'occupation ou ses formations armées et d'aider la Fédération de Russie à se soustraire aux responsabilités qui lui incombent dans l'agression armée qu'elle mène contre l'Ukraine.

La Verkhovna Rada d'Ukraine demande aux résidentes et résidents des territoires temporairement occupés d'Ukraine de ne pas participer aux pseudo-référendums provocateurs et illégaux que l'État agresseur a l'intention d'organiser et de démontrer ainsi l'unité du peuple ukrainien et l'inviolabilité des frontières de l'Ukraine.